



# Conseil de sécurité

## CS/8760

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

Conseil de sécurité  
5472<sup>e</sup> séance – matin

**LA TENSION ET LA VIOLENCE S'ACCENTUENT AU MOYEN-ORIENT ET LES CIVILS  
PALESTINIENS EN SONT LES PRINCIPALES VICTIMES, DÉCLARE IBRAHIM GAMBARI  
DEVANT LE CONSEIL**

Le Conseil de sécurité a entendu aujourd'hui le rapport mensuel du Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, Ibrahim Gambari, sur la situation au Moyen-Orient. Ce dernier a rappelé que depuis plusieurs mois, la violence s'était intensifiée dans la région, notamment en raison d'affrontements interpalestiniens. Les civils palestiniens payent le plus lourd tribut dans cette recrudescence de la violence qui s'inscrit dans le cadre d'une détérioration parallèle des conditions de vie économique dans les territoires.

Ibrahim Gambari a toutefois estimé que des lueurs d'espoir se faisaient jour ces dernières semaines, notamment la mise en place, décidée le 17 juin par le Quatuor, d'un mécanisme de financement destiné à faciliter l'assistance directe au peuple palestinien. Il a rappelé que le Secrétaire général avait lancé un appel aux donateurs, aux autres organisations internationales et à Israël -qui doit garder à l'esprit sa responsabilité- pour qu'ils rendent au plus vite ce mécanisme opérationnel et efficace.

***LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT, Y COMPRIS LA QUESTION PALESTINIENNE***

**Exposé**

M. IBRAHIM GAMBARI, Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, a évoqué la recrudescence de la violence au Moyen-Orient, entre Palestiniens et Israéliens mais aussi entre Palestiniens, ainsi que la flambée de violence le long de la Ligne bleue entre Israël et le Liban. Quelques mesures positives ont été prises, a-t-il néanmoins assuré, rappelant que les négociations pour un règlement global de la question ne devaient plus être retardées.

Le 10 juin, a indiqué le Secrétaire général adjoint, le Président Mahmoud Abbas a appelé à la tenue d'un référendum le 26 juillet sur le Pacte de réconciliation nationale qui a été soutenu par les prisonniers politiques palestiniens et par la plupart des factions palestiniennes, à l'exception du Hamas et du Jihad islamique. Le Gouvernement de l'Autorité palestinienne a fait part de sa préoccupation quant à certains aspects du document, mettant en cause la légalité et les avantages d'un tel référendum. Toutefois, des progrès pour rapprocher les points de vue divergents ont été accomplis sur cette question, a déclaré M. Gambari.

La sécurité dans les rues s'est un peu améliorée cette dernière semaine, a-t-il poursuivi, indiquant que des consultations entre le Président Mahmoud Abbas et le Premier Ministre Ismaïl Haniyeh avaient conduit à la décision d'intégrer la force spéciale créée récemment par le Ministère de l'intérieur à l'ensemble des personnels de l'Autorité palestinienne. Cette force ne s'est pas retirée des rues de Gaza mais elle est moins visible, a-t-il affirmé, soulignant la nécessité pour les Palestiniens de parvenir à un consensus politique et à une coordination des services de sécurité.

De son côté le Premier Ministre israélien, Ehud Olmert a rencontré ces dernières semaines les dirigeants de l'Égypte, de la Jordanie et de plusieurs pays d'Europe, a rappelé le Secrétaire général adjoint, ajoutant qu'il avait manifesté le désir de rencontrer bientôt le Président Mahmoud Abbas et qu'il avait souligné l'exigence pour le Gouvernement de l'Autorité palestinienne de se conformer aux principes édictés par le Quatuor. Nous attendons avec impatience une reprise des négociations entre le Premier Ministre Olmert et le Président Abbas, peut-être demain à Petra, a-t-il indiqué.

Au mois 64 palestiniens, dont 11 enfants sont morts en un mois, 49 d'entre eux l'ont été dans des affrontements avec Israël, le reste dans le cadre d'affrontements interpalestiniens. De son côté, Israël a poursuivi sa politique d'assassinats ciblés contre des militants et de la même façon, les tirs de roquette à partir de Gaza sur Israël se sont poursuivis. Le Secrétaire général est gravement préoccupé de voir que cette tendance se soit encore répétée hier, a déclaré M. Gambari. Israël doit cesser ces assassinats ciblés qui continuent de faire des victimes civiles et doit se conformer aux normes du droit humanitaire international.

Concernant l'explosion le 9 juin sur une plage de Gaza qui a fait sept victimes civiles, le Secrétaire général adjoint a indiqué qu'une enquête avait conclu que les tirs militaires israéliens n'étaient pas responsables, une conclusion mise en cause par l'ONG « Human Rights Watch ». Une enquête israélienne se poursuit sur cette question. Par ailleurs, 176 tirs de roquette à partir de Gaza ont été recensés par les Nations Unies et pour la première fois depuis un an, le Hamas a revendiqué certains de ces tirs. Malgré certains signes qui indiquent que le Hamas est prêt à reprendre le dialogue avec Israël, certains militants continuent de perpétrer ces actes quotidiennement. Les affrontements entre Hamas et Fatah ont également fait des victimes civiles même si les tensions se sont quelque peu atténuées depuis la semaine dernière, a ajouté Ibrahim Gambari.

La crise budgétaire de l'Autorité palestinienne se poursuit et en avril seul un sixième de ses besoins budgétaires a été couvert, a-t-il indiqué, rappelant que si certains fonctionnaires avaient réussi à recevoir une partie de leur salaire, 40 000 personnes n'avaient pas été payées depuis le mois de février. Un plan du Gouvernement israélien visant à affecter 11 millions de dollars des produits de la TVA palestinienne à l'achat de médicaments n'a pas été mis en place et le chômage à Gaza a encore augmenté de 6% pour atteindre 34% de la population. Le Secrétaire général adjoint a rappelé que selon la Banque mondiale, la situation palestinienne représente un grand danger humanitaire et sécuritaire, immédiat et à long terme. Il a salué la décision du Quatuor de créer un mécanisme temporaire de financement destiné à fournir une assistance directe au peuple palestinien.

Le personnel national des Nations Unies continue par ailleurs de rencontrer des difficultés pour se déplacer. Il n'a pas pu passer par le point d'Erez depuis le mois de février et la circulation entre Jérusalem et le reste de la Cisjordanie reste très difficile. Peu de signes d'améliorations ont été perçus à ce jour sur cette question, a indiqué Ibrahim Gambari, affirmant par ailleurs que les chiffres à l'exportation et à l'importation dans les territoires palestiniens s'étaient un peu améliorés. Nous espérons que cette tendance se confirmera malgré une grave augmentation des coûts due aux longues périodes d'attente imposées aux conteneurs qui reviennent à vide de Gaza, a-t-il déclaré.

En dépit de la Feuille de route et de la préoccupation du Quatuor, 3 000 nouvelles unités de peuplement sont en construction en Cisjordanie, a-t-il ajouté, et la construction de la barrière se poursuit, l'itinéraire établi pour sa partie à Jérusalem ayant été validé par la Cour suprême israélienne le 23 mai. Cette dernière a en outre ordonné le démantèlement d'une partie du mur à l'est de la colonie de Tzofin.

Concernant le Liban, le 26 mai, un membre important du Jihad islamique et son frère ont été tués. Des roquettes ont été lancées sur une position à 8 kilomètres au sud de la Ligne bleue, provoquant un raid punitif de l'armée israélienne. Des tirs isolés ont également entraîné un bombardement sur les positions du Hezbollah au Liban par les forces aériennes israéliennes. Les tentatives pour obtenir une trêve se sont poursuivies, a assuré M. Gambari, et la situation est restée calme depuis le 28 mai. Il a également souligné l'importance de la réforme électorale au Liban, ainsi que celle de toutes les mesures à prendre pour réduire la tension politique après les manifestations à Beyrouth du 1<sup>er</sup> et 2 juin.

Le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques a conclu en rappelant la dégradation importante de la situation au Moyen-Orient ces derniers mois, et en faisant part de sa préoccupation particulière face à la mort de nombreux civils palestiniens. Il a réitéré son appel à la retenue, d'autant qu'il y a des lueurs d'espoir apparus ces derniers jours. Il a ainsi mis l'accent sur les efforts pour réduire les différends et les décisions prises afin d'éviter une escalade, comme la décision du Quatuor de mettre en place un mécanisme de financement de l'assistance au peuple palestinien. Les voies appelant au dialogue doivent être entendues, il n'y a pas d'autre alternative que la paix par la négociation, a-t-il réaffirmé.

\* \* \* \* \*

---

**À l'intention des organes d'information • Document non officiel**